

## Burundi : aide japonaise de 1 M USD pour les victimes des catastrophes naturelles

@rib News, 09/07/2019 - Source Anadolu Agency Une aide japonaise d'un million de dollars vient d'être bloquée pour financer un projet d'assistance aux victimes des «Épidémies et catastrophes naturelles» au Burundi, a déclaré Isidore Ntirampeba, secrétaire permanent au ministère des Affaires Étrangères du Burundi. Ntirampeba s'exprimait, mardi, sur les ondes de la radio nationale, Rtnb.

Le projet a été lancé lundi à Gatumba (25 km de Bujumbura vers l'ouest), à la frontière avec la RDC. «Ce projet financé à hauteur d'un million de dollars porte sur l'assistance aux populations touchées par les Épidémies et catastrophes naturelles et des rapatriés», a-t-il déclaré. «Le projet va notamment apporter un soutien logistique de base aux populations affectées par les catastrophes naturelles», a-t-il ajouté. Ce projet fournira «des kits de réparation d'abris d'urgence, une aide à la relocalisation ; sensibilisation sur la protection et soutien pour les cas les plus vulnérables; et l'appui en eau, hygiène et assainissement (EHA), etc.». L'autre volet du projet concerne le renforcement de la lutte contre les Épidémies. «Cela est autant plus urgent qu'une Épidémie d'Ebola s'est déclarée en République démocratique du Congo voisine», a précisé le secrétaire permanent au MAE. Enfin, le projet apportera de l'aide aux Burundais rapatriés de Tanzanie et facilitera leur réintégration dans la société. Selon le ministère de l'Intérieur, 200 mille Burundais sont déjà rentrés au pays. Le HCR indique, pour sa part, que près de 400 mille Burundais sont encore réfugiés dans les pays voisins, notamment en Tanzanie, au Rwanda et en République démocratique du Congo (RDC). Au Burundi, ces catastrophes sont généralement liées aux phénomènes climatiques qui provoquent des inondations accompagnées de glissements de terrain, des incendies ou encore des sécheresses. En 2018, elles avaient fait une quarantaine de morts et affecté au moins 48.281 familles, selon le ministère de la Solidarité nationale. Cette situation est aggravée par une crise politique et sécuritaire qui, depuis plus de deux ans, secoue le pays suite à la démission du président Pierre Nkurunziza de briguer un 3<sup>e</sup> mandat présidentiel (depuis 2015), jugé illégal par l'opposition et la société civile. Les violences provoquées par cette crise ont déjà fait plus d'un millier de morts et poussé plus de 400 personnes à fuir le pays, selon le rapport de l'agence de l'ONU pour les réfugiés (UNHCR) publié le 31 Mai 2019.